

Le mode de vie sain peut potentiellement contribuer à la viabilité du système de soins de santé

Le coût global des soins de santé au Canada continue de grimper à un rythme insoutenable. D'ici 2037, 69 pour cent¹ des budgets provinciaux seront affectés aux soins de santé. En dollars constants de 2012, cela représente 7 368 \$² par Canadien. À ce jour, les efforts déployés pour renverser cette tendance ont été principalement axés sur le volet de l'offre, et se sont soldés par des résultats mitigés. Bien que ces démarches doivent se poursuivre, voire s'accélérer, il convient aussi de se pencher sur des solutions visant le volet de la demande.

L'Institut canadien des actuaires (ICA) demande au gouvernement du Canada d'inciter les Canadiens à consacrer 30 minutes par jour à l'activité physique, un moyen clé de s'attaquer à la montée en flèche des coûts des soins de santé.

De nombreuses études ont démontré les bienfaits de l'exercice physique pour la santé³ et pour l'économie⁴. De fait, de grandes sociétés multinationales ont déjà commencé à instaurer des programmes de santé et de bien-être afin d'améliorer leur bilan financier. Le moment est venu pour le gouvernement du Canada de favoriser de telles initiatives à l'échelle nationale.

L'un des avantages évidents de telles démarches réside dans le fait de s'attaquer directement à la cause profonde de l'augmentation des coûts des soins de santé. Par ailleurs, la possibilité de favoriser une prise de décision gouvernementale éclairée et transparente constitue un avantage moins évident, mais tout aussi important. Tout comme les particuliers sont en mesure d'évaluer les effets positifs de l'exercice sur leur qualité de vie, les décideurs devraient avoir la capacité d'évaluer le mérite et l'incidence des décisions politiques en matière de soins de santé sur leur bilan financier. Mais quelle est la valeur potentielle de chaque dollar investi dans la promotion du mieux-être? Dans quelle proportion les mesures d'incitation à augmenter l'activité physique seraient-elles susceptibles de faire diminuer la demande en soins de santé?

¹ Levert, Stéphane. *Viabilité du système de soins de santé du Canada et répercussions sur la révision du Transfert canadien en matière de santé en 2014*, Institut canadien des actuaires/Society of Actuaries, 2013. <http://www.cia-ica.ca/docs/default-source/2013/213075f.pdf>

² *Ibid.*

³ The Cooper Institute. Divers. <http://www.cooperinstitute.org/key-publications>

⁴ Milani, Dr Richard, et Dr Carl Lavie. « Impact of Worksite Wellness Intervention on Cardiac Risk Factors and One-Year Health Care Costs », *American Journal of Cardiology*, 2009. http://www.researchgate.net/profile/Richard_Milani/publications (ouverture de session requise).

Depuis de nombreuses années, les actuaires aident les Canadiens à évaluer l'incidence des facteurs socioéconomiques sur leur avenir. Que ce soit en matière de régimes de retraite ou d'assurance, les actuaires font preuve d'une rigueur formidable pour assurer la viabilité. En 2013, l'ICA a financé la mise au point d'un modèle analytique pour la province du Nouveau-Brunswick, lequel permet d'établir des projections quant à la stabilité du coût des soins de santé jusqu'à l'année 2020. Les résultats de l'étude⁵ ont permis d'exposer les tendances actuelles en matière de coûts de soins de santé au Nouveau-Brunswick, de recenser les diverses sources d'utilisation des services de soins de santé et de cerner les secteurs d'intervention possible. À titre d'exemple, la réduction du taux d'obésité au Nouveau-Brunswick jusqu'à l'atteinte de la moyenne canadienne permettrait à la province, au fil des ans, de réduire de dix pour cent ses coûts en matière de santé. Bien qu'il appartienne à la province de décider du niveau acceptable des dépenses de soins de santé du point de vue fiscal et économique, le travail accompli par des actuaires a permis d'indiquer une voie de viabilité.

Alors pourquoi les décisions en matière de soins de santé ne sont-elles pas toujours prises de façon aussi rigoureuse? En termes simples, les soins de santé ne sont pas précapitalisés; la grande majorité des coûts sont assumés par les impôts généraux perçus par les gouvernements. De plus, il n'existe aucun mécanisme permettant aux gouvernements de déterminer si une décision aura pour effet d'améliorer ou d'imposer un fardeau sur le financement des soins de santé. Il faut remédier à cette lacune.

L'Institut canadien d'information sur la santé avait estimé que les coûts des soins de santé au Canada totaliseraient 215 milliards \$ en 2014⁶. En tenant compte d'augmentations même modestes, cela correspond à environ 2,5 billions \$ sur les 10 prochaines années. Pour assurer la pérennité de notre système de soins de santé, nous devons concevoir et promouvoir des pratiques favorisant la santé et le mieux-être de toute la population. Améliorer le bien-être de la population canadienne signifie davantage que de simplement traiter les maladies existantes. Il faut commencer par concevoir des ressources et des mesures d'incitation visant à aider les Canadiens à adopter de meilleures pratiques en matière de bien-être et de santé. À l'aide de nos modèles, les actuaires sont en mesure d'établir une corrélation entre les investissements et les économies futures en matière de soins de santé, mais aussi avec l'augmentation de la productivité attribuable à une population active en meilleure santé.

Au cours des deux à trois prochaines années, un leadership public s'impose afin de permettre à tous les gouvernements de prendre des décisions éclairées. Bien que l'ICA soit d'avis que la viabilité à long terme du système de soins de santé est d'abord une affaire individuelle, les actuaires et la science actuarielle offrent à tous les gouvernements la rigueur nécessaire pour assurer aux décideurs un soutien afin d'évaluer l'incidence financière à long terme des politiques en matière de soins de santé sur le processus décisionnel.

⁵ Have, John. *La modélisation des dépenses futures en soins de santé et les besoins en ressources au Nouveau-Brunswick*, Institut canadien des actuaires, 2013. <http://www.cia-ica.ca/docs/default-source/2013/213054f.pdf>

⁶ Institut canadien d'information sur la santé. *Tendances des dépenses nationales de santé, 1975 à 2014, 2014*. http://www.cihi.ca/web/resource/fr/nhex_2014_report_fr.pdf